

LE DEVOIR

VOL. LXXXVIII - N° 220

MONTRÉAL, LE LUNDI 29 SEPTEMBRE 1997

88c + TPS + TVQ / TORONTO 1\$

PERSPECTIVES

De la constance de la France

Alors que Lucien Bouchard entreprend ce matin une visite officielle de quatre jours à Paris, la gauche française semble redécouvrir le Québec après le long épisode de François Mitterrand. Pour une mission centrée sur l'économie, le séjour du premier ministre annonce déjà une forte coloration politique. (Nos informations en page A 2).

En débarquant hier à Paris, le premier ministre Lucien Bouchard a tenu à situer clairement l'objet de sa visite. Tout en expliquant ses objectifs principalement économiques, il rappelait néanmoins «l'arrière-plan des grands projets souverainistes du gouvernement» qu'il préside. «Je m'attends à ce que les engagements contractés par le passé» soient maintenus. «Nous savons ce qui a été dit dans le passé [...] La France a été constante.»

Pour un séjour centré sur l'économie, ce voyage s'amorce sur un ton pour le moins politique. Lucien Bouchard vient donc chercher à Paris une confirmation des engagements politiques français. Celui notamment de Jacques Chirac, qui avait dit qu'il respecterait une décision démocratique des Québécois.

Qualifié en termes diplomatiques de «visite officielle», ce voyage ressemblera à peu de choses près à une «visite d'État». Accompagné de trois ministres majeurs (Bernard Landry, Louise Beaudoin et Sylvain Simard), le premier ministre baladera en quelques jours tout le spectre politique français. «La totale», comme on dit ici.

Comparé à un chef d'État, il ne manque à Lucien Bouchard que quelques mètres de tapis rouge et quelques gardes républicains. Plutôt que de dîner avec le président Chirac, comme le fera la semaine suivante le président mexicain, Lucien Bouchard rencontrera à trois reprises le premier ministre Lionel Jospin (et une seule fois Jacques Chirac). Or, depuis que le président a été relégué à l'arrière-plan par la défaite de la droite aux élections législatives, Lionel Jospin est l'homme qui compte le plus en France.

Mais telle est aussi l'inconnue de ce voyage. Lionel Jospin n'a jamais manifesté d'atomes crochus particuliers à l'égard du Québec. Passionné de politique étrangère, on sait qu'il avait approuvé le «Vive le Québec libre!» du général de Gaulle même s'il n'a jamais rien eu d'un gaulliste. Et cela à une époque où il était lui-même au Quai d'Orsay, le ministère des Affaires étrangères. Plusieurs se sont inquiétés de sa décision de confier la Francophonie à un simple secrétaire d'État relevant des Affaires étrangères alors qu'elle était auparavant sous la direction de ministres importants.

Le premier ministre québécois vient donc s'assurer en France que le gouvernement reconnaît toujours le droit des Québécois de décider seuls de leur avenir. Le «pays des droits de l'homme» ne s'est-il pas si souvent fait le porte-étendard du droit à l'autodétermination des peuples?

«C'est là qu'on verra le degré d'implication de Lionel Jospin», dit le député UDF Pierre-André Wiltzer, président du groupe d'amitié France-Québec de l'Assemblée nationale. Les relations resteront-elles dans le cadre diplomatique ou auront-elles un contenu plus politique?

Quelques signes laissent penser qu'une partie des socialistes est en train de redécouvrir le Québec après le long épisode de François Mitterrand — qui n'avait jamais eu d'atomes crochus avec les revendications autonomistes de qui que ce soit. Le *Nouvel Observateur*, hebdomadaire de gauche, consacrait cette semaine un long éditorial au Québec qui, dit-on, concilie «la pratique du français avec la modernité». Certains ministres du nouveau gouvernement, comme Jean-Pierre Chevènement (Intérieur), ne cachent pas leurs sympathies à l'égard des souverainistes. L'électricité semble aussi très bien passer du côté de la Culture, dirigée par la «rocardienne» Catherine Trautmann. Celle-ci s'apprête d'ailleurs à lancer une invitation particulière au Québec en 1999.

On dit dans les antichambres politiques que le 49,5 % de OUI au dernier référendum a réveillé les socialistes. C'est ce que laisse penser la lutte en cours pour la présidence du groupe d'amitié France-Québec de l'Assemblée nationale française. Ce groupe, qui compte parmi les plus importants, est dirigé depuis plusieurs années par Pierre-André Wiltzer. Or, les socialistes mènent une lutte farouche pour en décrocher la présidence. L'impasse devrait être dénouée la semaine prochaine par le président de l'Assemblée, Laurent Fabius.

Au Quai d'Orsay, on reste évidemment muet sur les objectifs politiques de ce voyage, tout en affirmant l'intention de garder cette visite hors des polémiques. «On ne va pas risquer de détériorer nos relations avec le Canada», dit un porte-parole. On souligne par ailleurs que, si les relations ont toujours été bonnes, «le courant passe particulièrement bien» avec Lucien Bouchard.

Et il passe d'autant mieux, précise-t-on, qu'il n'y a pas de danger de dérapage, que le premier ministre québécois est «quelqu'un de raisonnable et qui connaît les usages...».

L'ENTREVUE

Serge Turgeon, l'homme de toutes les scènes, page B 1



LE MONDE

Israël rouvre la porte aux négociations sur l'autonomie, page A 7

LES SPORTS

Villeneuve devance Schumacher par neuf points, page B 6



«Rallye du non» de la banlieue

Les 27 maires de l'île de Montréal exigent de Québec une place à la table de négociations

MARIE-ANDRÉE CHOUNARD
LE DEVOIR

Les maires des villes de banlieue de l'île de Montréal ont tonné leur désaccord hier avec le délestage des 500 millions que leur impose le gouvernement du Québec. Cinq mille citoyens ont répondu à l'invitation et entouraient les maires pour la tenue de ce «rallye du non» dont l'objectif principal est d'obtenir du gouvernement une place en bonne et due forme à la table des négociations.

Résolus à ne pas accepter la facture que Québec leur présente, les 27 maires de la Conférence des maires de la banlieue de Montréal (CMBM) avaient convié hier les contribuables à venir les appuyer dans leur mouvement d'opposition. L'appel fut entendu: en dépit d'une température exceptionnellement belle, quelque cinq mille citoyens des banlieues de Montréal sont venus manifester leur mécontentement à l'Auditorium de Verdun hier après-midi, créant ainsi un «front commun historique», selon le maire de Verdun et vice-président de la CMBM, Georges Bossé.

Tous présents sur la tribune, les maires ont défilé tour à tour pour clamer leur refus de la note délestée par le gouvernement. Ils estiment que leurs citoyens contribuent déjà amplement et croient que la plus récente proposition soumise par le ministre Rémy Trudel est injuste en cela qu'elle exige davantage des contribuables des banlieues de l'île de Montréal.

Pour un observateur familier avec nos querelles natio-

VOIR PAGE A 10: NON



Non! No! Assez c'est assez! Enough is enough! Plus de 5000 contribuables en furie ont participé hier au «rallye du non» convoqué par les maires des villes de la banlieue de Montréal en réaction à la facture de 500 millions présentée par Québec. Dans cette mer de pancartes, c'était à s'y méprendre: manifestation contre le transfert des 500 millions ou retour à un référendum pas si lointain?

Calgary, c'est trop peu

Une œuvre inachevée insuffisante pour les Québécois, reconnaissent les libéraux

PIERRE O'NEILL
LE DEVOIR

Les libéraux provinciaux s'entendent sur la portée de la déclaration de Calgary et conviennent à l'unisson qu'il ne s'agit là que d'une base de discussions, que d'une œuvre inachevée, qui ne saurait suffire à satisfaire les aspirations des Québécois.

Ils étaient quelque 400 militants et dirigeants du PLQ à cette réunion du conseil général qui s'est tenue en fin de semaine à Trois-Rivières. Et ils ont tous opiné du bonnet quand Daniel Johnson leur a expliqué que la déclaration de Calgary n'était que le début du processus, que «les chefs politiques du reste du Canada s'attaqueront à cette dimension du problème de l'unité canadienne et qu'ils vont travailler à partir de cette base».

Plus tard en conférence de presse, le chef libéral a précisé sa pensée: «Ça ne se prétend pas une proposition constitutionnelle, c'est un texte sur lequel ils se sont tous mis d'accord pour faire avancer le processus. Ça commence». Et il a souligné que les opinions émises plus tôt par le président de la commission-jeunesse, Jonathan Sauvé: «Un premier pas a été fait, mais il ne faut pas s'imaginer que tout est terminé»; ou encore par le député Jean-Marc Fournier: «Il reste encore beaucoup de chemin à faire».

Par-delà ces réserves, la déclaration de Calgary a grandement réconforté le chef de l'opposition, en ce qu'elle situe «au cœur» des préoccupations et de la volonté politique des premiers ministres du Canada anglais la reconnaissance du caractère unique du Québec. «Je suis heureux de voir qu'il y a chez les premiers ministres la volonté politique de parler de ces choses. Ils ne voulaient pas en parler il y a seule-



«Il reste encore beaucoup de chemin à faire», dit Jean-Marc Fournier

VOIR PAGE A 10: PLQ

Esclavage et adoption en Iroquoisie

Une lecture anthropologique de la guerre iroquoise

Les Iroquoiens du Saint-Laurent que rencontra Jacques Cartier en 1534 ne provenaient pas des Cinq Nations iroquoises. Ces Iroquoiens, qui habitaient près du fleuve, à Tadoussac, à Stadaconé ou à Hochelaga, se sont volatilisés entre le troisième voyage de Cartier et l'arrivée de Champlain. Ils ont disparu, et plusieurs hypothèses ont été émises sur leur intégration dans les nations iroquoises. Les anthropologues réexaminent cette énigme.

JEAN CHARTIER
LE DEVOIR

Cette fois, l'anthropologue Roland Viau démontre l'existence de l'esclavage dans les sociétés iroquoiennes. Sa thèse, qui examine l'anthropologie de la guerre iroquoise, vient d'être publiée chez Boréal. Depuis les travaux de Bruce Trigger de l'Université McGill, les ethno-linguistes affirmaient que les Iroquoiens adoptaient les prisonniers qu'ils capturaient.

Roland Viau établit qu'il faut distinguer parmi les captifs de guerre ceux qui sont adoptés et les esclaves. Il précise que la période du contact avec les Européens a introduit la

VOIR PAGE A 10: IROQUOISIE

■ Le scalp et l'esclave: guerre de capture, page A 6

Bouchard se donne un an pour rassurer la population

Le PQ est invité à devenir «néo-social-démocrate»

MICHEL VENNE
DE NOTRE BUREAU DE QUÉBEC

Le premier ministre Lucien Bouchard a écarté la possibilité de tenir des élections avant l'automne 1998. Il se donne un an pour finir les réformes engagées, rassurer le Québec sur l'identité social-démocrate du gouvernement, tout en mettant en lumière le nouveau potentiel de la souveraineté, dit-il.

L'un des jalons de cette marche vers ce qu'il prédit être une réélection du Parti québécois fut ce colloque organisé en fin de semaine à Québec sur la social-démocratie dans un contexte de mondialisation. Critiqué par les groupes sociaux qui l'accusent d'avoir cédé aux sirènes néolibérales, le premier ministre a reconnu, samedi matin, dans son discours, que «la social-démocratie est un choix qu'il faut refaire sans cesse».

Etait-ce une façon de montrer que son gouvernement réitérait ce choix? M. Bouchard a profité du week-end pour annoncer, en compagnie du ministre Jean Rochon, l'annulation des coupes budgétaires prévues dans le secteur de la santé et des services sociaux l'an prochain. En bout de course, le budget de ce secteur va augmenter de 3 % en 1998-1999. À l'ouverture du colloque, le premier ministre a également assuré tout le monde qu'il n'était nullement question de privatiser à petite dose Hydro-Québec. «J'entends dire que certains voudraient créer une coalition



Lucien Bouchard

VOIR PAGE A 10: PQ

MÉTÉO

Montréal Pluie cessant en soirée. Max: 18 Min: 11
Québec Pluie. Max: 13 Min: 9

Détails, page B 7

INDEX

- Agenda B 8
- annonces B 7
- avis publics B 9
- Culture B 10
- Économie B 2
- Éditorial A 8
- Le monde A 7
- Les sports B 6
- Mots croisés B 9
- Planète B 5
- Religions B 7
- Télévision B 8

www.ledevoir.com

